

**JUGEMENT**  
**N°099/20/CJ1/SII/TCC**  
**DU 16 JUILLET 2020**

**REPUBLIQUE DU BENIN**  
**TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU**

**SECTION II**

**PREMIERE CHAMBRE DE JUGEMENT**

Rôle Général

BJ/TCC/2020/0177

**COMPOSITION**

**Président :** Romain KOFFI

**Assesseurs :** Cyprien TOZO et Laurent SOGNONNOU

**Ministère Public :** Elonm Mario METONOU

**Greffier :** Jacques HOUEGBE

Débat le 18 juin 2020 ;

Jugement réputé contradictoire prononcé en premier ressort  
à l'audience publique du 16 juillet 2020 ;

**PARTIES EN CAUSE**

**DEMANDERESSE :**

**Société CORIS BANK INTERNATIONAL BENIN,**  
Société Anonyme au capital de trente deux milliards  
(32.000.000.000) francs CFA, immatriculée au Registre du  
Commerce et du Crédit Mobilier de Cotonou sous le  
n°RB/COT 15 B 14819, inscrite sur la liste des Banques de  
l'UMOA sous le numéro B 0196 C, IFU 3201502709216,  
dont le siège social est à Cotonou, Avenue Steinmetz, lot  
122, parcelle ZA, 01 BP 5783 Cotonou, tél : 00 229 21 36 00  
54, représentée par son Directeur Général, Jean-Jacques  
GOLOU, demeurant et domicilié ès qualité audit siège ;

*Assistée de la SCPA DTAF & Associés ;*

**DEFENDEURS :**

**1- Société DTO & Fils,** Société Unipersonnelle A  
Responsabilité Limitée (SURL), immatriculée au registre du  
commerce et du crédit mobilier de Cotonou sous le numéro  
RB/COT/15 B 12741, au capital de dix millions vingt mille  
soixante-cinq (10.020.065) francs CFA dont le siège social  
est sis à Cotonou, Ilot 1605-M/Philippe KITTI, quartier  
Fidjrossè, 01 BP 1316 Cotonou Bénin, Tél : 97 09 16 21

**OBJET**

Paiement

- 1- Société DTO & FILS SURL  
2- Tognisso Obède  
DJOGBANNAN

représentée par son gérant, Tognisso Obède DJOGBANNAN, en exercice audit siège, demeurant et domicilié à Abomey-Calavi, ilot : M 2732, quartier Maria Gléta ;

**2- Tognisso Obède DJOGBANNAN**, de nationalité béninoise, demeurant et domicilié à Abomey-Calavi, ilot : M 2732, quartier Maria Gléta, pris en sa qualité de caution solidaire et indivisible de la Société DTO & Fils SURL, gérant de la Société DTO & Fils SARL, dont le siège social est situé à Cotonou, ilot 1605-M/Philippe KITTI, quartier Fidjrossè, 01 BP 1336 Cotonou Bénin, tél : 97 09 16 21 ;

Non comparants ;

### **LE TRIBUNAL,**

*Vu les pièces du dossier ;*

*Où les parties en leurs moyens et prétentions ;*

*Après en avoir délibéré ;*

Par acte du 21 février 2020, la Société CORIS BANK INTERNATIONAL BENIN SA a attiré devant le tribunal de commerce de Cotonou, la Société DTO & Fils SURL et Tognisso Obède DJOGBANNAN pour obtenir leur condamnation au remboursement de la somme de quarante et un millions (41.000.000) francs CFA au titre de sa créance et à quinze millions (15.000.000) francs CFA à titre de dommages-intérêts ainsi que l'exécution provisoire sur minute de la décision ;

Au soutien de son action la Société CORIS BANK INTERNATIONAL BENIN expose que la Société DTO & Fils SURL a bénéficié auprès d'elle suivant convention de crédit du 29 mai 2018, d'un concours financier consistant en une avance sur facture certifiée de quarante et un millions (41.000.000) francs CFA ;

Qu'en garantie de ce concours, la Société DTO & Fils a souscrit un billet à ordre d'un montant de quarante et un millions (41.000.000) francs CFA et Tognisso Obède DJOGBANNAN s'est porté avaliseur, puis caution

solidaire et indivisible de la Société DTO & Fils suivant convention de cautionnement solidaire du 29 mai 2018 ;

Qu'à l'échéance, le billet à ordre est revenu impayé, et un protêt faute de paiement a été dressé ;

Que la dénonciation dudit protêt avec sommation de payer est restée sans effet ;

La Société DTO & Fils SURL assignée à son siège et Tognisso Obède DJOGBANNAN, assigné à domicile, n'ont pas comparu ;

### **1- SUR LA CONDAMNATION SOLLICITEE**

Attendu que les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites ;

Attendu qu'il est produit au dossier :

- la convention de crédit entre la Société CORIS BANK INTERNATIONAL et la Société DTO & FILS SARL du 29 mai 2018 mentionnant l'avance de quarante et un millions (41.000.000) francs au profit de celle-ci ainsi que le cautionnement solidaire de Tognisso Obède DJOGBANNAN de la même date portant sur le même montant ;

- le protêt faute de non-paiement du 16 janvier 2020 ainsi que sa dénonciation avec sommation de payer à la Société DTO & Fils SARL et Obède DJOGBANNAN ;

Qu'aucun élément du dossier ne prouve le respect par ceux-ci de leurs engagements ;

Qu'il y a lieu d'entrer en condamnation ;

Mais attendu que le retard dans l'exécution d'une obligation de paiement est couvert par les intérêts de droit ;

Que la Société CORIS INTERNATIONAL BENIN SURL ne justifie pas d'un préjudice indépendant du retard dans l'exécution par la Société DTO & Fils SARL et Obède DJOGBANNAN de leur obligation de paiement ;

Qu'il y a lieu de rejeter la demande de condamnation au paiement de dommages-intérêts formulée ;

## **2- SUR L'EXECUTION PROVISOIRE SUR MINUTE**

Attendu que l'exécution provisoire peut être accordée en cas d'urgence ;

Que l'exécution sur minute ne peut être accordée que si le temps nécessaire à la délivrance de la grosse de la décision risque d'engendrer un préjudice irréparable ;

Attendu que la Société CORIS BANK INTERNATIONAL BENIN SA qui opère dans le domaine bancaire ne peut maintenir convenablement ses activités que ses débiteurs honorent diligemment leurs engagements ;

Qu'en l'espèce, la Société DTO & Fils SARL et Obède DJOGBANNAN gardent un silence face à tous les actes de procédure ;

Que cette situation caractérise l'urgence nécessaire à l'octroi de l'exécution provisoire ;

Mais attendu que l'exécution sur minute n'est pas justifiée ;

Qu'il y a lieu de la rejeter ;

### **PAR CES MOTIFS**

Statuant publiquement, par jugement réputé contradictoire, en matière commerciale et en premier ressort ;

- Condamne solidairement la Société DTO & Fils SARL et Obède DJOGBANNAN à payer à la Société CORIS BANK INTERNATIONAL BENIN SA, la somme de quarante et un millions (41.000.000) francs CFA ;
- Rejette la demande de condamnation à des dommages-intérêts formulée par celle-ci ;
- Ordonne l'exécution provisoire du présent jugement à hauteur de moitié de la condamnation pécuniaire prononcée ;

- Dit n'y avoir lieu à exécution sur minute ;
- Condamne la Société DTO & Fils SARL et Obède DJGBANNAN aux dépens.

**ONT SIGNE**

**LE GREFFIER**

**LE PRESIDENT**